

Le Montargois

Solidaire



Journal édité par la section pcf du montargois

Décembre 2011 - N°10

HUTCHINSON : STOP AUX DÉLOCALISATIONS !



Jeudi 1^{er} décembre

**chaîne humaine pour l'emploi à l'appel des syndicats de l'usine
pour défendre les emplois et l'avenir industriel d'Hutchinson et du montargois**

Pour s'en sortir et changer nos vies

L'Humain d'abord !

STOP. Trop, c'est trop ! Nous voulons vivre !

Ce n'est pas à nous de payer une crise dont nous ne sommes pas responsables.

Plan de rigueur sur plan de rigueur, l'Europe meurt par l'austérité. Les marchés financiers placent leurs hommes à la tête des Etats (Grèce, Italie) pour faciliter le racket organisé des peuples.

Ce n'est pas les marchés financiers qu'il faut sauver, ce sont les peuples. L'argent existe pour vivre mieux (45 milliards de bénéfices pour les multinationales en 2011, salaires moyens des grands patrons en 2010 : 1,3 millions d'euros soit + 37 %, la fraude sociale et fiscale des entreprises et du grand patronat voyou atteint environ 65 milliards d'euros...).

Ils sont 1% à se goinfrer pendant que les 99% restants, c'est-à-dire vous, sont mis en concurrence pour ramasser les miettes. **Non l'austérité n'est pas le remède, elle enfonce les peuples dans la misère, elle place la démocratie sous tutelle de la finance.**

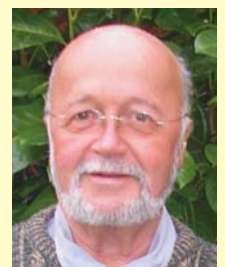
Elle est injuste socialement et dangereuse économiquement, car elle va plomber l'activité, donc l'emploi et aggraver encore les déficits.

Alors Non, ce n'est pas à la majorité d'entre nous soumis à la vie chère, au chômage, aux privations, de payer. C'est à eux de payer la crise qu'ils ont provoquée et sur laquelle ils continuent de faire des profits.

La question posée en 2012 est : « Qui va gouverner, les banquiers ou le peuple ? ».

Face à la dictature financière, décidons de reprendre la main au printemps prochain avec le Front de Gauche !

Christian
CHARBONNEL



Chômage et précarité dans le montargois : le bilan catastrophe de Door

Thyssenkrupp rayé de la carte, Hutchinson menacé, 8 000 demandeurs d'emplois et un taux de chômage à 10,8%, voilà le bilan catastrophique du député-maire-président après 10 ans de pouvoir sans partage !

Avec près de 4,5 millions de chômeurs en France (+5,2% en un an) et une augmentation de 34 500 en octobre (du jamais vu depuis 12 ans), Door et la droite enfoncent la France dans le chômage et la misère.

Le député a voté toutes les lois Sarkozy censées faire baisser le chômage : cadeaux fiscaux aux plus riches et aux entreprises (172 milliards d'euros en 2010), bouclier fiscal, baisse des cotisations sociales, retraite à 62 ans, suppression de l'impôt sur les grandes fortunes et de la taxe professionnelle payée par les entreprises, suppression de 150 000 postes de fonctionnaires, privatisations, renflouement des banques à coups de milliards sans contrepartie...

Et à Montargis que fait-il concrètement ? Sa politique de travaux coûteux n'empêche pas le chômage de s'envoler localement. Pire, il donne lui-même le mauvais exemple en mairie en supprimant 23 emplois rien qu'en 2010 et en développant la précarité.

Plus que jamais, il faut changer de politique et proposer de vraies solutions pour l'emploi :

- augmentation générale des salaires (SMIC à 1700 euros brut, aucune retraite inférieure au SMIC, augmentation des salaires),
- limiter le recours aux CDD à 5% des effectifs dans les grandes entreprises et 10% dans les PME,
- titularisation des 800 000 précaires de la fonction publique,
- interdiction des licenciements boursiers,
- rétablir la retraite à 60 ans à taux plein afin d'offrir des emplois aux jeunes (25% d'entre eux sont au chômage),
- un pôle financier public pour favoriser le crédit aux entreprises qui créent de l'emploi et des bons salaires,
- placer les banques privées qui spéculent sous contrôle social,
- réindustrialiser la France.

Bruno NOTTIN

Conseiller municipal de Montargis



L'action se renforce contre l'impôt-Door !

Beaucoup de monde l'autre soir pour « l'opération sacs poubelles » contre la TEOM. Et déjà plusieurs milliers de signatures pour refuser une taxe injuste et injustifiée.

Des arguments mensongers

- Door prétend que la TEOM sert à financer l'enlèvement et le traitement des ordures ménagères. **FAUX !** Elle vient compenser la suppression de la Taxe Professionnelle votée par le député Door.
- Il soutient qu'elle est obligatoire. **FAUX !** Le Grenelle de l'Environnement n'a rien prévu de tel, au contraire.



On reconnaît notamment Franck Demaumont, Jacques Reboul et Guylaine Piquet

- Il affirme que les montargois ne paient pas 2 fois le service. **FAUX !** Ils le paient depuis 40 ans par leurs impôts locaux (taxe foncière et taxe d'habitation) et une 2ème fois, depuis cette année, avec la TEOM.

Rappelons qu'au Conseil Municipal de Montargis, les 3 élus communistes ont vivement condamné la création de la TEOM. Ils ont été bien seuls, malheureusement.

Santé : qui est responsable de la pénurie ?

Généralistes, gynécologues, ophtalmos...de plus en plus difficile de trouver un médecin ou d'obtenir un RV à moins de trois mois. A tel point qu'à une montargoise lui faisant part de son désarroi, M. Door a répondu qu'il n'avait pas de solution à lui proposer, et qu'elle « n'avait qu'à se rendre à Orléans ou à Paris ! »

En 2010, 28% de la population a renoncé à consulter un généraliste, 53% un spécialiste. C'est une injustice sociale flagrante et un risque majeur pour la santé des populations.

Comment seront remplacés les médecins partant en retraite ? Il faudrait en former 10 000 par an. Le *numerus clausus* (nombre d'étudiants médecins) a été diminué fortement pendant des années. Actuellement à 7400, il ne peut suffire à combler la pénurie (il faut 10 ans pour former un médecin). Il faut aussi des mesures pour inciter fortement les médecins à s'installer dans les « départements sinistrés », y compris accompagnées « d'éventuelles mesures coercitives », comme le suggère la Conférence des Doyens des Facultés de Médecine. Il est nécessaire aussi d'accorder des aides financières pour les études d'infirmiers et d'aides soignants, afin de régler la pénurie d'effectifs, de rétribuer la réelle qualification de ces professionnels afin de « libérer les médecins de certaines tâches » pour leur permettre de répondre aux demandes de consultations médicales.

Le Député-maire (membre de la commission santé à l'Assemblée Nationale, rapporteur du projet de loi de finances de la Sécurité



Sociale, président du groupe d'étude des professions de santé...) **a largement participé aux décisions nationales qui, localement, aboutissent à de graves difficultés d'accès aux soins.** Soit par des difficultés financières du fait des franchises médicales, des dépassements d'honoraires, ou de non couverture Sécu ou mutualiste. Soit par manque de professionnels de santé.

La loi HPST (Hôpital Patient Santé Territoire), votée par Door, poursuit l'objectif de réduire les dépenses publiques de santé

- en diminuant la prise en charge solidaire de la Sécurité Sociale,

- en transférant le coût sur les familles ou en leur faisant souscrire des assurances privées,

- en réduisant le nombre de médecins pour diminuer les possibilités de consultations et de prescriptions,

- en transférant les services de proximité dans les grandes villes.

Notre système de santé doit être amélioré et la loi HPST (dite Bachelot) abrogé.

La Sécu ne souffre pas de trop de dépenses mais de pas assez de recettes. Le projet de loi de financement de la sécurité sociale est dans la même logique que les plans d'austérité pour réduire les dépenses publiques. La stratégie du président-candidat reste la même : diviser et culpabiliser les populations.

Dominique LAHBIB
Infirmière en retraite



Jacques Reboul fait appel



Aux élections cantonales de mars dernier, plusieurs irrégularités m'ont privé du 2^e tour et vraisemblablement de la victoire, à une voix près. J'avais donc déposé un recours contre l'élection de Mme Jehannet, la candidate UMP. Le Tribunal Administratif d'Orléans a rejeté ce recours.

Il a considéré que la luxueuse brochure de propagande, financée par la mairie et distribuée dans tous les foyers un mois avant les élections, n'était

pas de la propagande et n'avait pas altéré la sincérité du scrutin ...!

Il a mis en cause les témoignages attestant du refus opposé par un commissariat de la région parisienne à un électeur souhaitant voter pour moi et désireux d'établir une procuration en faveur de sa mère. Même chose pour le témoignage de l'électrice qui n'a pu, faute de bulletin au bureau n°1, voter en ma faveur.

Au total, ce sont trois électeurs qui affirment, par attestations conformes au droit civil, que deux votes en ma faveur n'ont pu être émis lors du 1^{er} tour. Et leur sincérité n'a pas été mise en doute, ni par le Préfet ni par l'UMP.

Alors, pourquoi cette décision ? Faut-il y voir un lien avec ce qu'avait jugé ce même Tribunal d'Orléans, voici quelques années, en annulant l'élection de Max Nublat et de la liste de gauche à Montargis ...parce que le FN avait triché !

Après examen avec mes amis et mon avocat, j'ai décidé de faire appel en Conseil d'Etat. Réponse dans quelques mois...

Quel avenir pour nos écoles ?

A plusieurs reprises nous avons interpellé le maire au sujet de la situation des écoles montargaises.

Nos demandes d'informations sont restées sans réponses. Nous avons voté contre toutes les mauvaises décisions : augmentation des tarifs de cantine, études payantes, diminution des heures d'ateliers du soir, du budget transport pour les sorties scolaires. Diminution aussi du budget consacré à l'entretien et aux réparations.

Nous avons dit non à la privatisation de l'entretien des cours d'école et du ménage, à la vente des bâtiments à Maurice-Meunier et Albert-Thierry...

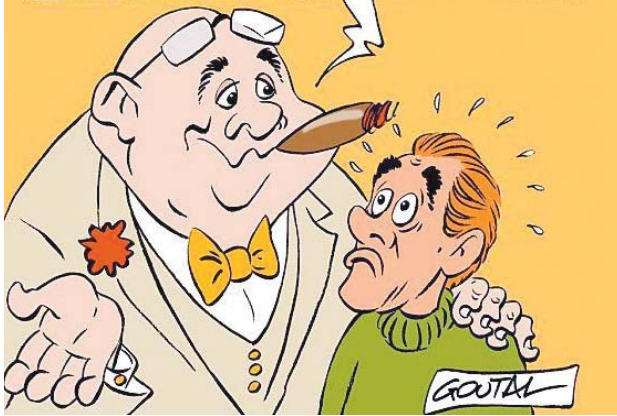
Au nom des montargois nous aimerions avoir des réponses à nos questions : en fonction de quels critères sont accordées les dérogations ? Pourquoi certaines écoles ont-elles été « vidées » de leurs élèves (Génébrier, Thierry, Gambetta...)? Tout cela devrait être discuté avec les parents d'élèves, les habitants et les enseignants et au moins faire l'objet d'une information aux conseillers municipaux !

Guylaine PIQUET
Conseillère municipale



LA CRISE FINANCIÈRE EXPLIQUÉE AUX NULS...

C'EST PAS COMPLIQUÉ : CE QUE JE PERDS TU LE REMBOURSES, ET CE QUE JE GAGNE TU LE PERDS...



Montargis : l'endettement toujours plus élevé

Avec près de 26 millions €, l'endettement de Montargis grimpe toujours. **La dette par habitant** atteint 1 580 €. Elle était de 984 € en 2000. **En 10 ans, Door lui a fait faire un bond de 60 % !**

Nous critiquons l'endettement colossal de la ville mais nous critiquons encore plus le fait que cet endettement est la conséquence d'investissements « pour la galerie », pour la frime, et pas d'abord pour les montargois.

En dix ans, Montargis a changé, mais pour qui ? M. Door a toujours dit qu'il voulait en faire un « petit Fontainebleau » pour les riches. Ce qui revient à en exclure la grande majorité des habitants !

Avec le Front de Gauche, place au peuple !

Nous sommes une majorité à vouloir en finir avec la droite au pouvoir. Mais il ne suffira pas de chasser Nicolas Sarkozy pour que nos vies changent ! **Nous avons besoin d'une gauche qui ose s'attaquer aux vrais privilégiés**, ceux qui prêchent l'austérité tout en se gavant avec les cadeaux fiscaux et les profits.

Nous avons besoin du SMIC à 1700 euros et d'une augmentation des salaires, de la retraite à 60 ans à taux plein, de services publics élargis au bénéfice de tous, d'interdire les licenciements boursiers.

Reprenons le pouvoir sur les marchés financiers en mettant sous tutelle les banques qui spéculent et en créant un pôle public bancaire pour favoriser l'emploi, le logement, le développement durable.

C'est ensemble que nous y parviendrons. C'est la raison pour laquelle le Front de Gauche appelle le peuple à faire irruption dans le débat politique !

Jean-Luc Mélenchon est son candidat commun à l'élection présidentielle.

Franck Demaumont, conseiller général-maire de Chalette, et sa suppléante **Guylaine Piquet**, institutrice, conseillère municipale de Montargis sont ses candidats aux élections législatives dans notre circonscription.



Jean-Luc Mélenchon

Candidat du
Front de Gauche
à l'élection
présidentielle
de 2012



Le Front de Gauche a son programme

L'humain d'abord !



Vous aussi vous pouvez vous procurer le programme du Front de Gauche auprès des militants de votre connaissance, par simple appel au 02 38 98 89 72.

Ce programme lance le débat sur les réponses à apporter à la crise et sur le contenu d'une vraie politique de Gauche.

Rencontrons-nous pour échanger, débattre, lutter et construire ensemble l'alternative politique qui répond à nos attentes.

ELECTIONS PRÉSIDENTIELLES ET LÉGISLATIVES

**Virer SARKOZY
Virer DOOR
Pour changer
de politique.
Pour l'humain
contre la loi
de la finance.**



POUR VOTER EN 2012

INSCRIVEZ-VOUS sur les listes électorales

en mairie avec une pièce d'identité et un justificatif de domicile (quittance ou loyer)
DES MAINTENANT ET SURTOUT AVANT LE 31 DECEMBRE 2011